

L'énergie

Je suis heureux—pour notre pays—de pouvoir annoncer à la Chambre qu'une entente substantielle est intervenue entre les premiers ministres sur les grandes lignes d'une politique complète de l'énergie pour le Canada. Les premiers ministres ont unanimement souscrit à notre principal objectif qui consiste à rendre le Canada autonome en matière d'énergie. Nous avons convenu qu'il est dangereux pour l'avenir économique du Canada de feindre d'ignorer une situation qui met tant de Canadiens, surtout ceux du Québec et des Maritimes, à la merci d'approvisionnements étrangers incertains.

L'élément très important des prix est encore à négocier. Comme je l'ai dit à la conférence, seuls les provinces productrices et le gouvernement national ont le pouvoir de négocier cette question, mais nous avons préféré attendre que d'autres parties du Canada expriment leur point de vue avant de prendre une décision sur les prix de manière à ce que nous sachions quel impact ces hausses de prix auront sur leur économie. Les premiers ministres ont, à mon avis, fait preuve de réalisme en reconnaissant que bien que ce soit une tâche ingrate de devoir décréter des hausses de prix, c'est le moindre de deux maux, car sans cela nous nous exposerions à une interruption des approvisionnements, ce qui serait désastreux pour l'économie canadienne et nous rendrait tributaire de sources étrangères instables d'approvisionnement pétrolier, sources sur lesquelles nous ne pouvons pas fermement compter. C'est en tenant compte de cette situation que nous allons essayer cette semaine d'établir avec des représentants des provinces productrices un tarif pour le pétrole et le gaz naturel visant à accroître la capacité de production du Canada tout en encourageant les mesures d'économie d'énergie et l'utilisation d'autres combustibles.

Aujourd'hui, nous avons proposé d'imposer une taxe spéciale sur les bénéficiaires excédentaires des sociétés pétrolières. Des fonctionnaires de mon gouvernement vont consulter leurs homologues provinciaux ainsi que les représentants de l'industrie pétrolière pour mettre au point la taxe la plus efficace.

Nous avons proposé de créer une banque canadienne de l'énergie afin d'aider les Canadiens à investir à long terme dans des projets énergétiques nationaux essentiels. J'ai le plaisir de vous signaler que plusieurs provinces ont déjà accepté d'étudier la possibilité de contribuer à la mise de fonds devant permettre le lancement de cette banque. Le gouvernement fédéral prévoit allouer une somme d'environ 1 milliard et demi à titre de participation au capital souscrit au cours des quatre prochaines années afin d'aider notre pays à accroître son potentiel énergétique.

Les hauts fonctionnaires se réuniront également en vue de déterminer quels sont les programmes d'économie d'énergie pouvant être appliqués immédiatement. J'ai annoncé que nous avions l'intention de proposer la mise sur pied d'un programme coopératif visant à aider les particuliers à remettre en état les fournaises brûlant trop de mazout. Nous serions prêts à participer à un programme d'économie d'énergie dans l'industrie des Maritimes. Quant à l'isolation, plusieurs provinces ont fait savoir que le Programme d'isolation thermique des maisons du Canada répondrait mieux aux besoins s'il relevait des provinces et nous sommes prêts à établir les modalités de ce transfert tout en augmentant notre participation financière à ce programme.

[M. Clark.]

[Français]

Les premiers ministres ont affirmé avec conviction la nécessité de prendre de nouvelles mesures afin d'encourager la substitution du pétrole par des sources d'énergie plus abondantes. Une bonne partie de nos délibérations ont porté sur la possibilité d'accroître les marchés du gaz naturel en Ontario, au Québec, et peut-être dans les provinces Maritimes. Mais le potentiel des autres sources d'énergie disponibles dans des régions données n'a pas pour autant été oublié. Il s'agit, par exemple, des possibilités offertes par les déchets du bois en Colombie-Britannique, une production accrue du charbon en Nouvelle-Écosse, l'augmentation du réseau hydro-électrique au Manitoba, au Québec et à Terre-Neuve, et une plus grande utilisation des formes d'énergie renouvelables dans l'ensemble du pays. Des fonctionnaires des gouvernements fédéral et provinciaux entameront immédiatement des études afin d'identifier les secteurs où le remplacement pourra s'effectuer l'an prochain.

[Traduction]

Nous avons également parlé avec les premiers ministres de la façon d'aider les Canadiens à qui les hausses des prix demanderont les plus gros sacrifices ainsi que de la façon de traiter d'autres problèmes particuliers. Ces mesures seront abordées dans le prochain budget fédéral ou lors de la prochaine conférence des premiers ministres reportée au 17 et 18 décembre. Ce changement de date permettra aux hauts fonctionnaires de donner suite aux travaux de la conférence d'aujourd'hui et permettra aux premiers ministres d'aborder d'autres sujets.

[Français]

Les dirigeants des 11 gouvernements se sont rencontrés pour discuter d'une question à la fois complexe et difficile, et qui suscite des divergences d'opinions légitimes. Ces différences ont été présentées avec clarté et franchise, mais sans acrimonie et, au bout du compte, dans une atmosphère où l'on sentait que l'effort était partagé. Je tiens à remercier publiquement les premiers ministres provinciaux d'avoir démontré un tel esprit de collaboration.

[Traduction]

Comme je l'ai dit à la conférence, monsieur l'Orateur, les Canadiens n'ont qu'une alternative soit feindre d'ignorer les réalités soit y faire face.

L'occasion se présente de donner aux industriels canadiens un avantage permanent sur ses concurrents américains, en leur fournissant de l'énergie à meilleur compte. L'occasion se présente d'assurer à tous les Canadiens un approvisionnement sûr en énergie «produite au Canada.» L'occasion se présente d'entrer dans une nouvelle ère de développement énergétique et de nous engager à économiser l'énergie, avec le concours de tous les Canadiens.

A en juger par nos discussions d'aujourd'hui, monsieur l'Orateur, les Canadiens peuvent être assurés que leurs gouvernements sauront saisir l'occasion qui s'offre à eux de développer les sources d'énergie.

Nous aurons d'autres discussions; nous aurons d'autres négociations à mener, mais je tenais à venir directement de la conférence pour annoncer à la Chambre des communes les progrès que nous avons aujourd'hui.

Des voix: Bravo!